agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/INDONESIE - Plus de 1.000 enfants catholiques de Timor Est « enlevés » et islamisés

Djakarta (Agence Fides) – Mille enfants catholiques de Timor Est, enlevés à leur famille voici plus de dix ans en arrière, sont retenus par la force en Indonésie, convertis à l'islam, instruits dans des collèges islamiques et nationalisés. Aujourd'hui, la majeure partie d'entre eux se trouve dans des écoles et des structures d'accueil de la zone occidentale de Java aux mains d' « éducateurs » musulmans qui se refusent de les remettre à leurs familles. C'est l'histoire que Fides apprend de sources de l'Eglise indonésienne, confirmée par un certain nombre d'opérateurs humanitaires catholiques qui ont tenté de les ramener, sans succès, dans leurs familles d'origine à Timor Est.

Parmi les 250.000 réfugiés qui, en 1999, à l'époque du conflit pour l'indépendance de Timor Est, franchirent la frontière en direction de Timor Ouest afin d'échapper aux violences perpétrées par les miliciens philo indonésiens, se trouvaient plus de 4.000 enfants. De nombreux enfants furent remis à des membres de l'armée ou à des organisations humanitaires indonésiennes par des familles timoraises qui ne pouvaient pas pourvoir à leurs besoins. Plus de 1.000 de ses enfants ne sont jamais retournés à Timor Est et demeurent prisonniers de collèges islamiques (les « pesantren ») dans l'ouest de Java. Certaines ONG et les représentants du Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés en Indonésie ont tenté d'organiser leur rapatriement mais en vain. Certains parents timorais, déclare à Fides une source locale, ont trouvé leurs enfants mais les responsables des collèges ne les ont pas libérés.

Le Père Benny Susetyo, Secrétaire de la Commission épiscopale pour le Dialogue interreligieux, déclare à Fides : « C'est un cas très triste, un abus flagrant : en tant que Commission, nous avons soulevé la question avec d'autres organisations de la société civile comme « Kontras ». Nous la posons au gouvernement, aux Nations unies, aux organisations musulmanes, comme question fondamentale qui touche les droits humains, la sauvegarde des droits des enfants, la liberté religieuse ».

L'analyse du Père Susetyo se poursuit : « Des cas comme celui-là démontrent que la politique religieuse a un sérieux impact sur la liberté des citoyens, surtout lorsqu'ils appartiennent aux minorités. Il est urgent de limiter l'instrumentalisation de la religion en politique. La zone ouest de Java en est un exemple : des groupes musulmans veulent imposer des règles inspirées à la charia » (la loi islamique).

En outre, conclut-il, « les principaux problèmes à Timor Est, qui est une nation à majorité catholique, sont l'excès de bureaucratie et la corruption, deux autres éléments qui ont une influence sur le non retour de ces enfants ».

(PA) (Agence Fides 07/02/2012)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it